

du produit national brut, celui-ci n'enregistrera aucune croissance l'année prochaine, pour la première fois depuis 26 ans.

● (1610)

L'entreprise privée envisage son avenir avec confiance lorsqu'elle peut s'attendre à vendre ses marchandises moyennant un profit raisonnable, mais pour ce faire, il faut évidemment qu'il y ait assez de travailleurs canadiens ayant un revenu suffisant pour pouvoir acheter ces marchandises. Malheureusement, à cause de ce budget conservateur, ces conditions essentielles ne seront plus réunies et l'entreprise privée ne pourra plus avoir confiance et investir en conséquence.

L'industrie verra, comme tout le monde, que ce budget conservateur diminue le pouvoir d'achat des consommateurs. Elle constatera également, comme tout le monde, que le produit national brut sera sérieusement réduit à cause des programmes budgétaires conservateurs. En proposant un budget qui va créer une inflation à deux chiffres, ce gouvernement, dont le premier ministre déclarait à la Chambre, il y a quelques semaines à peine, que l'inflation était son ennemi public n° 1, change une fois de plus son fusil d'épaule. A mon avis, ce budget démontre que l'ennemi n° 1 du public, c'est le gouvernement conservateur.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Dans son budget et les prévisions qui l'accompagnent, le ministre des Finances nous a dressé un tableau assez peu réjouissant de la situation à laquelle nous devons nous attendre, même si le gouvernement conservateur reste cinq ans au pouvoir, ce que les Canadiens sont déjà bien décidés à éviter, j'en suis sûr.

Les conservateurs ont fait toutes sortes de promesses, et ils ont notamment pris des engagements quant aux objectifs qu'ils voulaient atteindre sur le plan économique. Ils ont promis que, d'ici à 1985, ils allaient augmenter la croissance économique du pays de plus de 5 p. 100, ils allaient créer 1 million et demi d'emplois, réduire le taux de chômage à 5½ p. 100 et ramener le taux d'inflation à 5 p. 100. A en juger par ce budget, ce sont des promesses en l'air. Au lieu de s'arranger pour atteindre un objectif de croissance de 5 p. 100, les conservateurs prévoient dans leurs documents budgétaires une croissance moyenne de 3 p. 100 seulement jusqu'en 1985. Encore une promesse conservatrice qui s'évanouit en fumée. Et pour 1980, le gouvernement prévoit dans ses documents budgétaires une croissance économique réelle de 1 p. 100 seulement. A mon avis, avec ce budget conservateur, on ne doit s'attendre à aucune croissance économique.

Cette prévision conservatrice me paraît manifestement très optimiste, mais elle ne représente pas moins pour le Canada une croissance inférieure à celle des 26 dernières années. Le gouvernement conservateur se résigne honteusement à accepter le chômage et la faiblesse de l'économie du pays. Au lieu de ramener le taux de chômage à 5½ p. 100 en 1985, les conservateurs ont préféré, comme l'indiquent les prévisions de leur budget, le faire passer de 7.3 p. 100 cette année à 8.3 p. 100 l'an prochain, et ils ne semblent même pas vouloir essayer d'en arriver au taux actuel, même en 1985. Au lieu de ramener l'inflation à 5½ p. 100, il est maintenant certain que les politiques conservatrices feront passer le taux actuel de 9.3 p. 100 à plus de 11 p. 100 au cours des deux prochaines années et qu'il n'y aura qu'un très faible ralentissement par la suite.

Budget—M. Gray

De plus, ces projections sous-estiment probablement l'incidence négative des politiques conservatrices sur l'économie, car elles ne tiennent pas compte des efforts possibles de rattrapage des salaires et des profits que provoquera la poussée d'inflation attribuable aux augmentations du prix du pétrole annoncées dans le budget conservateur d'hier soir.

Nous voyons que les conservateurs ne tiennent plus compte des objectifs qu'ils s'étaient fixés pour l'économie canadienne d'ici à 1985. Ils l'ont reconnu volontiers dans leurs documents budgétaires. Cela ne cadre certainement pas avec ce que le premier ministre a demandé aux Canadiens il n'y a pas longtemps, c'est-à-dire de s'attendre à plus, à moins, bien sûr, que le premier ministre ait voulu dire par là qu'ils devraient s'attendre à plus de chômage, à plus d'inflation et à moins de croissance des politiques économiques des conservateurs.

Ce budget propose de soutirer plusieurs milliards de dollars d'impôt aux Canadiens à revenus faibles ou moyens—c'est, en fait, une exaction qui frappe les Canadiens à revenus faibles ou moyens—et ces fonds ne serviront pas à payer un programme d'autonomie énergétique, comme l'a laissé entendre le ministre des Finances, sauf d'une façon très limitée peut-être; ils ne serviront qu'à accroître les recettes du gouvernement. Ces impôts soutirés à tous les Canadiens serviront à payer le programme de crédit d'impôt à l'intérêt hypothécaire, le bill C-20. Cette exaction fiscale frappe tous les Canadiens, y compris ceux qui ne bénéficieront aucunement du programme—les locataires, ceux qui n'ont pas d'hypothèques à payer, ceux dont les revenus sont trop faibles pour qu'ils aient droit à des crédits d'impôt—et il annulera également les avantages dont pourraient bénéficier ceux qui peuvent se prévaloir du programme, si jamais de tels avantages subsistent après la hausse des taux d'intérêt que la politique des conservateurs a permise.

Les conservateurs ont également proposé une surtaxe sur les sociétés, mais cette augmentation n'est que pour deux ans, contrairement aux augmentations de la taxe d'accise et des cotisations d'assurance-chômage des travailleurs. Ces dernières augmentations sont permanentes, ou vont le rester tant que les conservateurs seront au pouvoir, car je suis persuadé que maintenant les Canadiens n'ont pas de plus grand espoir que de les voir partir.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Ce ne sont pas les simples particuliers, je pense, qui vont trouver équitable le partage des augmentations entre les impôts des particuliers et les impôts des sociétés—entre les impôts des Canadiens et ceux des grosses entreprises, amies des conservateurs.

Dans son exposé budgétaire, le ministre n'a eu qu'un mot en passant pour un déficit qui doit retenir autant et même plus l'attention que le déficit budgétaire, je veux parler du déficit de notre balance des paiements, du compte courant de nos échanges internationaux. Son budget ne fait pas grand-chose d'utile pour la solution de ce problème. Il n'apporte pas grand-chose d'utile non plus au sujet des taux d'intérêt, qui ont une influence sur ce déficit des paiements courants. Bien sûr, il propose une mesure financière temporaire pour aider les petites entreprises à faire face à cette hausse des taux d'intérêt, mais ce n'est que pour un an. Et encore, les petites entreprises ne supportent qu'une partie infime, et sans doute la moins lourde, de la charge que les hausses d'intérêt font peser sur les